

WITTELSHEIM Réunion publique sur le site Stocamine

# Partage des informations

Le préfet du Haut-Rhin Alain Perret avait invité la population à une réunion publique d'information et de concertation, vendredi soir, salle Grassegert : elle a (heureusement) fait le plein.

**A** la table, autour du préfet, Pierre Berest, président du Copil (comité de pilotage, créé l'an passé à la demande de la ministre de l'écologie), le PDG de Stocamine Alain Rollet, Jean-Claude Pinte du cabinet Ineris (Institut national de l'environnement industriel et des risques), deux représentants du collectif Destocamine, Michel Eidenschack et Yann Flory, et Marcus Buser, expert suisse, membre du Copil et invité par le collectif. Dans la salle, pas loin de 400 personnes, anciens mineurs, habitants des cités, beaucoup de maires et élus des communes, du Département et de la Région, et députés. Quasiement pas de jeunes.

## L'Ineris préconise le confinement illimité avec maintien au fond de la totalité des matières et la pose de 21 barrages

Pierre Berest synthétise le rapport du Copil : il faudrait ressortir les matières les plus dangereuses, dont le mercure, alors que l'amiante est sans risque, et on ne toucherait pas au bloc 15, le risque y étant trop grand. D'ici 200 ans environ, le site Stocamine sera complètement ennoyé, ce qui signifie que l'eau polluée par le sel et les matières restées au fond entrera en contact avec la nappe phréatique. D'où la nécessité de mettre en place des scellements dans toutes les galeries qui arrivent aux puits. Et de conclure : « Il n'y a pas de solution idéale ! » Au contraire, l'Ineris en a trouvé une : tout laisser au

fond ! « Le confinement illimité, avec maintien au fond de la totalité des matières, et la pose de 21 barrages, paraît le meilleur scénario », indique Jean-Claude Pinte, sous les huées.

Alain Rollet est trop content de pouvoir se ranger derrière cet avis, après avoir assuré que ses « préoccupations sont la sécurité des personnes et la protection de la nappe phréatique », ce qui là-aussi déclenche de vives réactions.

**Michel Eidenschack trouve qu'on a assez perdu de temps, et que « le confinement est une véritable bombe à retardement »**

Il prévoit le démarrage des travaux en 2104.

Michel Eidenschack trouve qu'on a assez perdu de temps, et que « le confinement est une véritable bombe à retardement ».

Très applaudi, il assure que le collectif Destocamine « n'a pas de leçon à recevoir concernant la sécurité et les conditions de travail », et exige que l'on passe « aux travaux pratiques », en commençant le déstockage dans les zones les plus faciles, « ce qui permettra d'affiner celui du bloc 15 ».

**L'expert Marcus Buser : « Je peux vous assurer que Stocamine peut être vidé entièrement et en toute sécurité »**

Marcus Buser, expert de l'école polytechnique de Zurich, fera encore plus forte impression. « Je peux vous assurer que Stocamine peut être vidé entièrement et en toute sécurité », dit-il calmement, après avoir contesté la valeur des experts du Copil en ce qui concerne l'enfouissement en couches profondes. ■

P.BR.



Le seul vrai débat public sur Stocamine a finalement eu lieu. PHOTO DNA

## LES ECHANGES

Ceux qui ont pris la parole demandent le déstockage complet des 44 000 tonnes de déchets. Extraits.

**Antoine Hommé, maire de Wittelsheim** : « Le principe de précaution doit s'imposer, la population du Bassin Potassique a déjà beaucoup donné, et je demande au préfet de prendre la décision politique qui s'impose. »

**Pascale-Cléo Schweitzer, conseillère régionale** : « Il faut privilégier la solution du déstockage, les générations futures auront assez d'autres pollutions à régler. »

**Denis Riesemann, maire de Wittelsheim. Jean-Claude Mensch, maire d'Ungersheim**, ironise : « Une pyramide doit être érigée à la gloire de M. Rollet, pollueur de la nappe phréatique. »

**Jacques Muller, maire de Wattwiller et ancien sénateur** : « L'État français peut-il se permettre de montrer qu'un déstockage de matières dangereuses n'est pas possible, alors que la question des déchets nucléaires est posée ? »

**L'expert Marcus Buser** : « Le cas de Stocamine est suivi par les experts du monde entier. Ce site est un sujet de mémoire éternelle, comme les sites nucléaires, une mémoire qui doit être portée par

toutes les collectivités territoriales. »

**Le député Michel Sordî** : « Je ne partage pas tout-à-fait l'idée de tout confiner, il faut sortir les produits dangereux pour la nappe. Il y a des décisions à prendre rapidement, comme celle de sortir les produits les plus dangereux. »

En conclusion **le préfet Alain Perret s'est dit** « étonné qu'il y ait autant de monde à cette réunion, il explique que « le dossier de fermeture sera soumis à une tierce expertise avant retour à la Clis » (ndlr : Commission locale d'Information et de surveillance. Il insiste : « Nous sommes dans la préparation de la décision, aucune solution n'est privilégiée », avant d'ajouter : « Le débat est scientifique et humain ». À plusieurs reprises, il rappelle qu'il est venu « pour écouter l'expression de la population ». Pour lui, « la situation (de Stocamine) est première dans notre pays, et la décision devra être exemplaire ». Il s'engage à faire remonter la sensibilité des habitants au plus haut niveau, et c'est aussi au plus haut niveau que la décision sera prise, autrement dit par Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre notamment de l'Écologie et du Développement durable.

P.BR.